



## **Cahier spécial des charges**

### **Accord-cadre de travaux**

**« Remplacements partiels et réparations de menuiseries de logements sociaux »**

**Réf. T/20/0339**

**LOT n°4 'Portes de grandes dimensions'**

**Procédure ouverte**

**Date d'ouverture :**

## **CLAUSES TECHNIQUES**

**TABLE DES MATIÈRES**

0 T0 Entreprise / Chantier .....	3
00 Introduction / généralités.....	3
00.2 Principes - généralités.....	3
00.3 Documents de référence, normes de référence ou équivalence normes européennes.....	4
00.4 Mode d'emploi .....	4
01 Prestations particulières.....	5
01.1 Prescriptions générales en matière de sécurité.....	5
01.4 Plans de sécurité et de santé.....	5
02 Modalités de l'entreprise .....	6
02.1 Obligations de l'entreprise.....	6
<b>02.11 Intégralité de l'offre .....</b>	<b>6</b>
<b>02.12 Cahier des charges de référence .....</b>	<b>6</b>
<b>02.13 Normes de référence .....</b>	<b>6</b>
<b>02.14 Visite préalable du chantier .....</b>	<b>7</b>
02.2 Organisation du chantier .....	7
02.21 Coordination de chantier.....	7
02.21.1 Planning des travaux.....	8
02.21.1a Planning des travaux.....	8
02.21.4 Contrôles et essais.....	8
02.21.4a Contrôles et essais.....	8
02.24 Chantier en sites occupés.....	9
02.3 Etats des lieux et récolements .....	12
02.5 Documents de chantier .....	13
02.52 Dossiers / documents à fournir par l'exécutant en cours de travaux .....	13
02.52.3 Bons de transport et attestations de mise en décharge .....	13
02.52.3.a Bons de transport et attestations de mise en décharge .....	13
02.52.3.b Bons de transport et attestations de mise en décharge des déchets d'amiantes .....	14
02.53 Dossier de clôture .....	14
02.53.2 Fiches techniques approuvées .....	14
06 Travaux de stabilisation et de déconstruction.....	15
06.9 Déconstructions / démolitions (pour rénovation).....	15
06.91 Démolition/ Menuiseries extérieures .....	15
06.91.4 Démolitions de menuiserie extérieures - portes de garage .....	15
06.94.a Démolitions de menuiserie extérieures - portes de garage basculante.....	15
06.94.b Démolitions de menuiserie extérieures - portes de garage sectionnelles .....	16
07 Déchets: préventions, tris sélectifs sur chantier, stockages, transports et traitements des déchets.....	16
07.1 Systèmes documentaires relatifs à la gestion des déchets de construction et de démolition .....	17

---

07.2	Gestion des déchets et des décombres.....	17
07.22	Gestion des déchets de construction .....	17
07.23	Gestion des déchets de démolition .....	18
07.23.1	Gestion des déchets de démolition – hors amiantes .....	19
07.23.2	Gestion des déchets de démolition - amiantes .....	20
08	Équipements permanents de sécurité et de protection.....	20
08.4	Accès à la zone de travail .....	20
08.45	Échafaudage .....	20
08.47	Camion Grue .....	21
4 T4	FERMETURES / FINITIONS EXTÉRIEURES CCTB 01.08.....	22
41	Menuiseries extérieures CCTB 01.02 .....	22
41.3	Portes de garage CCTB 01.07 .....	22
41.31	Portes de garage à usage privé .....	28
41.31.1	Portes de garage à usage privé basculantes CCTB 01.02.....	28
41.31.1c	Portes de garage à usage privé basculantes en acier CCTB 01.04 .....	30
41.31.2	Portes de garage à usage privé sectionnelles CCTB 01.02 .....	30
41.31.2c	Portes de garage à usage privé sectionnelles en acier .....	31
100.1	Travaux de manutention-préparation-réparation .....	31
100.2	Forfait petit matériel .....	32
100.3	Forfait marchandise .....	32
110	NETTOYAGE .....	33
110.1	Nettoyage de fin de chantier du logement .....	33

# 0 T0 Entreprise / Chantier

## 00 Introduction / généralités

### 00.2 Principes - généralités

Le présent cahier spécial des charges est basé sur le cahier général des charges CCT SWL 2022 édité par la Société Wallonne du logement. Ce cahier général des charges fait partie intégrante des documents qui régissent le présent marché. Le CCTB peut être consulté au siège de la Direction Générale Transversale (DGT - boulevard du Nord 8 à 5000 Namur) ; il est consultable et téléchargeable gratuitement sur internet à partir du site portail des bâtiments à l'adresse <http://batiments.wallonie.be>.

Toutes les prescriptions générales et normes en vigueur reprises dans le CCT SWL 2022 sont applicables pour le présent marché.

Le cahier spécial des charges constitue un complément du cahier général des charges, clauses techniques CCT SWL 2022. Les articles sélectionnés et/ou complémentaires y sont détaillés en ce qui concerne le choix des matériaux, les spécifications et les éventuelles options, les critères de prestation spécifiques et les notes d'exécution complémentaires.

Dès l'introduction de sa soumission, le soumissionnaire est censé avoir pris connaissance du CCT SWL 2022 et de toutes les clauses générales qui se rapportent aux postes mentionnés dans le cahier spécial des charges

Le cahier spécial des charges respecte le système de codification du CCT SWL 2022.

Conformément à sa structure hiérarchique, les clauses générales telles qu'elles sont reprises dans les articles généraux du CCT SWL 2022 (se terminant par 0) sont automatiquement d'application pour tous les articles y afférents et repris dans le cahier spécial des charges, même s'ils ne sont pas explicitement mentionnés comme tels.

Les articles généraux qui y figurent valent dans leur ensemble tandis que les textes repris dans le cahier spécial des charges sont à considérer comme des compléments, des précisions ou des corrections. Ils ne remplacent jamais la totalité du texte, sauf mention contraire explicite. Lorsque les plans ou le cahier des charges présentent des contradictions ou lorsque le cahier spécial des charges ne contient pas suffisamment de précisions en ce qui concerne la description des matériaux et/ou du mode d'exécution, les clauses manquantes sont automatiquement complétées par celles du cahier général des charges, clauses techniques, CCT SWL 2022.

Lorsque les informations en ce qui concerne les dimensions des matériaux sont insuffisantes dans le cahier spécial des charges, les indications sur les plans prévalent toujours sur celles du CCT SWL 2022.

- Toutes les lacunes ou remarques doivent être communiquées lors de la soumission. A défaut de quoi les prestations demandées sont supposées être comprises dans l'offre.
- Tous les articles sans mention d'unité de mesure sont automatiquement à considérer pour mémoire (PM) et leur prix sera réparti respectivement sur l'ensemble des prix des différents postes et/ou de l'entreprise dans son ensemble.
- Lorsque, dans le texte, plusieurs possibilités existent, précédées par les mots « soit par défaut » et « soit », c'est la possibilité « soit par défaut » qui est implicitement retenue.

## 00.3 Documents de référence, normes de référence ou équivalence normes européennes

En ce qui concerne les normes de référence et les documents préconisés, il est principalement fait référence aux normes européennes en vigueur et aux normes belges, aux Notes d'Information Technique (NIT) du CSTC et à la série des STS. Il est également fait référence aux textes réglementaires (belges et européens) ainsi qu'à divers autres documents techniques de référence.

La référence à ces documents est faite par insertion, soit directement dans le texte du CCTB, soit dans la rubrique « Documents de référence (complémentaires) » des généralités/articles, d'une abréviation faisant appel à une table de correspondance annexée au cahier des charges type et dénommée Catalogue des documents de référence (CDR). Cette abréviation se présente sous la forme d'un texte de type [code court] ou de type [code court, titre long].

### Evolution des documents de référence

Les textes réglementaires (belges et européens) sont identifiés par les abréviations ACN, AERW, AGRBC, AGW, AM, AR, CM, CMRW, Décision, Directive, DRW, Loi, Règlement... La version applicable au marché est celle répertoriée au Catalogue des documents de référence (CDR) en ce compris les modifications publiées au bulletin des adjudications ou au journal officiel de l'Union Européenne (JOUE) à la date de publication de l'avis de marché (ou la date d'invitation des soumissionnaires à remettre offre en cas de procédure négociée sans publicité).

Les normes sont identifiées par les abréviations CEN, DIN, EN, IEC, ISO, NBN, NEN, NF, prEN, prNBN, prNEN, ... Lorsqu'il est fait référence à une série de normes, toutes les parties de la série listées sous celle-ci dans le Catalogue des documents de référence (CDR) sont d'application. La version de la norme applicable au marché est celle répertoriée au Catalogue des documents de référence (CDR) en ce compris :

- les corrigenda (AC) publiés au moins 3 mois avant la date de publication de l'avis de marché (ou la date d'invitation des soumissionnaires à remettre offre en cas de procédure négociée sans publicité)
- et les addenda (A) qui sont listés dans le Catalogue des documents de référence (CDR) en regard de la norme concernée ainsi que ceux listés dans le Catalogue des documents de référence (CDR) à la suite de celle-ci.

Pour les autres documents de référence (CSTC, NIT, PTV, STS, ...), c'est la version répertoriée au Catalogue des documents de référence (CDR) qui est d'application, en ce compris les corrigenda et errata publiés au moins 3 mois avant la date de publication de l'avis de marché (ou la date d'invitation des soumissionnaires à remettre offre en cas de procédure négociée sans publicité).

## 00.4 Mode d'emploi

### DESCRIPTION

- Définition / Comprend

Rappelé comme suit (extrait)

### DIRECTIVES A L'ATTENTION DE L'ENTREPRENEUR

(Voir également A1.1 Cadre d'intervention - CCTB)

Dès l'introduction de sa soumission, le soumissionnaire est censé avoir pris connaissance du CCTB et de toutes les clauses générales qui se rapportent aux postes mentionnés dans le cahier spécial des charges et/ou le dossier d'entreprise. Le cahier spécial des charges constitue un complément du

cahier des charges types, clauses techniques CCTB. Les articles sélectionnés et/ou complémentaires y sont détaillés en ce qui concerne le choix des matériaux, les spécifications, les critères de prestation spécifiques et les notes d'exécution complémentaires.

Le CCTB fait donc partie intégrante des documents du marché et rentre donc dans le champ contractuel.

Le CSC respecte obligatoirement le système de codification du CCTB.

Conformément à sa structure hiérarchique, les clauses générales telles qu'elles sont reprises dans les généralités du CCTB (niveaux 1 à 5) sont automatiquement d'application pour tous les articles y afférents et repris dans le cahier spécial des charges, même s'ils ne sont pas explicitement mentionnés comme tels.

Les prescriptions qui figurent au CCTB valent dans leur ensemble tandis que les textes repris dans le CSC sont à considérer comme des précisions, des compléments ou des dérogations. Ils ne remplacent jamais la totalité du texte du CCTB, sauf mention contraire explicite.

Lorsque le CSC ne contient pas suffisamment de précisions en ce qui concerne la description des matériaux et/ou du mode d'exécution, les clauses manquantes sont automatiquement complétées par celles du CCTB.

En cas de contradiction entre les documents du marché, il est fait application de la règle de primauté entre documents suivant prescriptions du A3.62.4 Correction des documents du marché - Erreurs / Omissions.

Dans le silence du CSC, lorsque plusieurs possibilités existent dans le texte du CCTB, dont une précédée par les mots « par défaut », c'est la possibilité « par défaut » qui est implicitement retenue.

## 01 Prestations particulières

### 01.1 Prescriptions générales en matière de sécurité

#### Rappelé comme suit (extrait)

Sur sa responsabilité, l'entrepreneur prendra toutes les mesures techniques et d'organisation nécessaires afin d'assurer pendant toute la durée des travaux la sécurité de son personnel, du maître de l'ouvrage et ses délégués, ainsi que de toutes les personnes autorisées à circuler sur le chantier. Toute personne qui contreviendrait aux prescriptions générales de sécurité peut être renvoyée du chantier.

Sont en général d'application: la réglementation en matière de mesures de protection individuelle (MPI) et d'équipements de travail (art. 52 AR), les autres dispositions en ce qui concerne le bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail (art. 51 AR).

Le soumissionnaire devra en outre tenir compte des dispositions de l'AR du 25/02/2001 (publié au MB le 07/02/2001 modifié par l'AR du 19/12/2001) concernant les chantiers temporaires ou mobiles...

### 01.4 Plans de sécurité et de santé

Toutes les prescriptions générales reprises au chapitre ainsi qu'aux différentes rubriques du CCT 2022 sont d'application.

## MESURAGE

Unité de mesure : -

Nature du marché : -

Code de mesurage : Pour mémoire (PM). Compris dans l'ensemble de l'entreprise.

## 02 Modalités de l'entreprise

### 02.1 Obligations de l'entreprise

#### 02.11 Intégralité de l'offre

##### DESCRIPTION

- Définition / Comprend

##### Montant De L'entreprise

L'énumération des prestations dans les différents documents ainsi que les descriptifs du cahier des charges techniques et/ou du cahier spécial des charges ne doivent pas être considérés comme restrictifs. Dans le cadre du prix qu'il mentionne dans sa soumission, l'entrepreneur est tenu de livrer toutes les prestations afférentes à et/ou en relation avec la finition complète et conforme aux règles de l'art des travaux compris dans le présent dossier d'entreprise.

Le soumissionnaire comprendra dans son prix toutes les mesures indispensables pour mener à bien les travaux compte tenu des circonstances propres au lieu d'exécution du marché. A cet effet, il est tenu de se rendre compte sur place de la situation existante.

Les raccordements aux régies nécessaires à l'exécution des travaux ne sont pas mis à disposition par l'administration, sauf convention expresse écrite. Ces frais sont à charge de l'entreprise conformément aux prescriptions en vigueur et sont répartis sur les différents postes.

#### 02.12 Cahier des charges de référence

##### DESCRIPTION

- Définition / Comprend

Du fait du dépôt de son offre, l'entrepreneur reconnaît avoir pris connaissance du CCTB (Clauses administratives, juridiques et techniques) et de toutes les clauses intitulées "généralités" concernant les postes d'exécution repris dans les documents du marché. Les articles de "généralités" du tome 0 sont d'office d'application pour tous les travaux exécutés dans la mesure où elles couvrent l'ensemble de l'entreprise.

Le cahier spécial des charges suit la structure de base du CCTB et le complète. Des précisions peuvent être données au sujet des articles retenus et/ou ajoutés en ce qui concerne le choix des matériaux, les spécifications, les éventuels accessoires, les critères particuliers de performances et les notes d'exécution complémentaires.

#### 02.13 Normes de référence

##### DESCRIPTION

- Définition / Comprend

Les normes de référence sont celles mentionnées dans le texte des éléments :

- du CCTB qui sont d'application dans le présent marché ;
- du CCT QUALIROUTES 2012 qui est d'application dans le présent marché ;
- du cahier spécial des charges du présent marché.

Lorsque ces normes sont identifiées par un texte du type [code court], leur identification complète figure dans le Catalogue des documents de référence (CDR). (Voir également le point "DOCUMENTS DE REFERENCE, NORMES DE REFERENCE OU EQUIVALENCE NORMES EUROPEENNES" de l'élément 00.3 Structure & conception).

## 02.14 Visite préalable du chantier

### DESCRIPTION

#### - Définition / Comprend

Lorsque le soumissionnaire répond à un appel d'offre, il reconnaît de fait s'être rendu sur place et s'être rendu compte de la situation existante sur le lieu de construction, de sa situation, de ses abords et des voies d'accès. Par conséquent, il est entendu que le soumissionnaire s'est pleinement rendu compte de l'ampleur de l'entreprise et du degré de difficulté des travaux à exécuter, plus particulièrement en ce qui concerne:

- la coordination générale des travaux;
- l'aménagement du chantier;
- les dispositifs de sécurité à mettre en place sur le chantier;
- les possibilités d'acheminement et de stockage des matériaux de construction;
- l'installation des échafaudages;
- les niveaux existants;...

### MESURAGE

- nature du marché : Pour mémoire (PM)
- Code de mesurage : Compris dans l'ensemble de l'entreprise

## 02.2 Organisation du chantier

### 02.21 Coordination de chantier

#### DESCRIPTION

##### - Définition / Comprend

L'entrepreneur principal garantira une coordination optimale et un bon planning des travaux entre ses différents sous-traitants et les autres entrepreneurs qui seraient amenés à travailler simultanément sur le chantier. La simultanéité de travaux ne pourra en aucun cas être invoquée comme motif de réclamation vis-à-vis du maître de l'ouvrage.

Ainsi, il est indispensable de signaler à temps la nécessité d'intervention d'autres entrepreneurs afin de ne pas encourir de retard ou de se gêner mutuellement. En cas de divergences, la seule décision de l'architecte et/ou du coordinateur-réalisation sera irrévocable.

Avant le début des travaux, l'entrepreneur remettra à l'architecte et au maître de l'ouvrage:

- le nom du conducteur qui sera présent sur le chantier jusqu'à la fin des travaux.



## 02.21.1 Planning des travaux

### 02.21.1a Planning des travaux

#### DESCRIPTION

##### - Définition / Comprend

##### Dérogé comme suit :

Pour chaque commande, un planning (timing global) des travaux sera établi par l'entrepreneur et sera soumis avant le commencement des travaux au maître de l'ouvrage. Leurs éventuelles remarques sont intégrées dans une version révisée. Le planning sera régulièrement adapté par l'entrepreneur en fonction de l'avancement des travaux, des délais d'exécution établis et des éventuelles prolongations de délais

L'entrepreneur commencera les travaux à la date indiquée. Toutefois il est autorisé à commencer dès la réception de la lettre de commande. Dans ce cas, il en avertira le pouvoir adjudicataire et SWL sept jours calendrier à l'avance, par lettre recommandée.

Le délai d'exécution entre en vigueur à la date de commencement réelle des travaux.

Il est toujours exprimé en jours calendrier. Ce délai est mentionné dans le cahier spécial des charges et est signifié à l'entrepreneur dans sa lettre de commande. En cas de contradiction, la date qui figure dans le cahier spécial des charges prévaut. Dans le cas d'un appel d'offres, le délai proposé dans l'offre du soumissionnaire et approuvé par l'administration est le seul valable. Les prolongations légalement autorisées en raison d'intempéries, etc. sont uniquement attribuées après avoir été approuvées par le maître de l'ouvrage et/ou la SWL.

#### MESURAGE

##### Précisé comme suit

##### MESURAGE

Unité de mesure : -

Nature du marché : PM (pour mémoire)

Code de mesurage : tous les frais liés à ces prestations et équipements sont compris dans la totalité de l'entreprise

## 02.21.4 Contrôles et essais

### 02.21.4a Contrôles et essais

#### DESCRIPTION

##### - Définition / Comprend

Sur demande du maître de l'ouvrage ou de l'auteur de projet, l'entrepreneur fera contrôler les matériaux avant le commencement des travaux. Au moins 15 jours avant chaque livraison ou mise en œuvre (en fonction de l'avancement des travaux), l'entrepreneur est tenu de faire approuver la liste des matériaux qu'il compte utiliser par le fonctionnaire dirigeant. En outre, il soumettra les échantillons demandés, les fiches techniques, agréments divers et les attestations de contrôle à l'approbation de l'auteur de projet.

#### **Contrôles techniques préalables**

Les déclarations d'aptitude sont toujours disponibles dans la baraque de chantier.

Les résultats des essais peuvent être communiqués à l'organisme chargé de la délivrance de la déclaration d'aptitude à l'utilisation.

## Certificats d'agrément technique

Il s'agit de déclaration d'aptitude à l'utilisation tels que décrites à l'article 02.42.1 Critères d'acceptabilité .

## MESURAGE

Précisé comme suit

### MESURAGE

Unité de mesure : -

Nature du marché : PM (pour mémoire)

Code de mesurage : tous les frais liés à ces prestations et équipements sont compris dans la totalité de l'entreprise

## 02.24 Chantier en sites occupés

### DESCRIPTION

Complété comme suit :

#### 1. Préambule

La gestion de l'exécution du marché du présent CSC nécessite de prendre en considération deux paramètres fondamentaux :

- Une partie des travaux sont réalisés en sites occupés ;
- Les travaux sont réalisés dans un environnement social et dans des logements sociaux.

Ces deux paramètres impliquent des approches respectives croisées, les premières d'ordre plus généralement pragmatiques et organisationnelles recoupant les secondes d'ordre plus psychologiques et subjectives.

Ces contraintes humaines impliquent une approche inhabituelle nécessitant la mise en place de procédures particulières au niveau de des prises de contact, une gestion de la planification et de l'organisation des travaux tenant compte des implications psychologiques des locataires, et une information suivie, claire et compréhensible des différents stades et actes à poser.

#### 2. Clauses liées à l'organisation des travaux

##### 2.1. Généralités

Pendant toute la durée des travaux, l'entrepreneur-adjudicataire mettra en œuvre les mesures spéciales expressément prévues dans les présentes clauses particulières du CSC, complétées les cas échéant par l'adjudicataire, pour garantir une saine coordination des travaux en site occupé et par voie de conséquence la préservation maximum du bien-être des occupants.

L'entrepreneur-adjudicataire, ainsi que les co-contractants, s'engagent à ne pas exécuter de travaux pour le compte de locataires, que ce soit sous forme contractuelle et non contractuelle, et ce jusqu'à réception complète du marché dont il est chargé.

## 2.2. Communication entre entreprise et locataire

L'entreprise s'inscrit pleinement dans la campagne d'information mis en place par « Toit & moi ». Cette campagne, par le biais de courriers types a pour objectif une information claire et préalable du locataire quant aux futurs travaux et à la préparation de ceux-ci.

L'entreprise utilisera les moyens de communication clairs, dont l'efficacité doit pouvoir être vérifiable (courrier, accusés de réception,...). Le maître de l'ouvrage, et l'entrepreneur devra tenir compte du délai d'approbation nécessaire pour respecter les échéances fixées ci-après.

## 2.3. Accessibilité aux logements

L'entrepreneur-adjudicataire prendra toutes les dispositions nécessaires pour régler les modalités d'accès aux logements en accord avec les locataires concernés.

Si un logement n'est pas accessible du fait du locataire, l'entrepreneur devra prouver les démarches effectuées pour avoir accès au logement :

- Courrier recommandé notifiant la date de passage,
- Avis de passage

Il devra faire preuve de deux essais avant de demander au pouvoir adjudicataire de prendre le relais. Sans ces éléments l'entrepreneur ne pourra pas se prévaloir de délais complémentaires.

## 2.4. Planning de réalisation des travaux

L'entrepreneur-adjudicataire tiendra le locataire informé du planning de réalisation et du déroulement des travaux dans son logement. il veillera à communiquer des informations claires et compréhensibles pour le locataire, tant au niveau du planning général des travaux que du planning détaillé du logement considéré, sans omettre les éventuelles adaptations de planning.

La procédure sera respectée :

**Voir les clauses administratives.**

Celles-ci sont complétées comme suit :

Au minimum 1(un) jour calendrier avant travaux, l'entrepreneur-adjudicataire contactera éventuellement le locataire pour s'assurer que toutes les dispositions ont été prises et prendra le cas échéant les mesures utiles.

Enfin, en début de chantier et avant tout démarrage de travaux, l'entrepreneur veillera à l'établissement préalable des états des lieux.

## 2.5. Respect de la vie du locataire

Les travaux étant réalisés en site occupé, il y a lieu de mettre en place un mode d'intervention respectant la vie des locataires.

En outre, le personnel aura une attitude de correction compatible avec la présence des locataires. Il lui sera interdit de fumer, d'écouter la radio et d'utiliser les commodités des logements. Les stockages d'outillage et de matériaux sont également interdits.

Les chantiers seront laissés en fin de journée dans un état correct de propreté et exempts de décombres.

## 2.6. Préparation de zones de travaux, remise en état après travaux

Chaque locataire aura été informé par courrier et visite (voir 2.2) des mesures à prendre en matière de déménagement de mobilier éventuel, de démontage de matériel et matière de protection à mettre en place.

Si besoin était, l'entrepreneur pourra fournir des éléments de protection qu'il aura la latitude de récupérer et d'utiliser pour d'autres logements.

Préalablement à l'exécution des travaux, l'entrepreneur contrôlera les mesures de protection prises par le locataire, il l'informera des éventuels manquements et les corrigera le cas échéant. En cas de manquements important, l'entrepreneur prendra les dispositions qu'il juge nécessaires pour dégager les zones de travail. En tout état de cause, ce n'est qu'en cas de difficultés majeures que l'entrepreneur pourra in fine faire appel au service social du Maître de l'ouvrage.

Chaque locataire aura à sa charge de déplacer ses effets et mobiliers de manière à libérer les espaces de travail nécessaires et suffisant à la bonne exécution des travaux par l'entreprise.

Ainsi, les parois verticales sur lesquelles des interventions sont prévues (gaines techniques et WC) seront dégagées de tous effets quelconques.

L'entrepreneur-adjudicataire précisera dans le détail les différentes nuisances prévisibles et les mesures de protection induites, dont les protections de mobilier, le rangement des objets de valeur, les protections particulières des appareils et machines, les encastrement possibles, etc.

L'entrepreneur-adjudicataire indiquera aux locataires les éléments qui doivent être démontés, dont les cadres, les étagères, les mobiliers fixes...situés dans les zones de travail. Il est néanmoins expressément convenu que le démontage, le déplacement, la protection et la remise en place de ces éléments incombera à l'entrepreneur s'ils sont fixés mécaniquement.

## 2.7. Interruption de fonctionnalité des espaces et/ou installations – viabilité du logement

Il est convenu que la fonctionnalité des installations techniques d'un logement ne pourra être interrompue qu'après avertissement préalable et préavis suffisant au locataire pour prendre des dispositions transitoires.

Tout équipement modifié (mobilier sanitaire, appareillage sanitaire, équipement de chauffage, électricité, téléphone, télédistribution, etc.) devra être retenu fonctionnel en fin de journée, à charge de l'adjudicataire d'organiser la mise à disposition de solutions alternatives individuelles ou collectives.

## 2.8. Nettoyage du chantier

L'adjudicataire est tenu de nettoyer le chantier et d'en évacuer quotidiennement les décombres. Ces décombres seront conditionnés dans des containers fermés qui seront évacués vers les décharges adéquates. Aucun déchet ne sera toléré en voirie.

### 3. Litige avec les locataires

En cas de litige entre l'entreprise et un locataire, l'entrepreneur, après constat de l'échec des démarches de son équipe de médiation sociale, prendra contact prioritairement avec le Maître de l'ouvrage.

### 4. Horaires d'intervention

Les horaires de travail seront compatibles avec le rythme courant des locataires, à savoir une plage horaire située entre 8h00 et 18h00, du lundi au vendredi, à l'exclusion des jours fériés.

L'adjudicataire devra obtenir l'accord du Maître de l'ouvrage pour œuvrer en dehors de ces plages horaires.

### 5. Accessibilité plus aisée à certains logements

Compte tenu de l'emploi du temps plus favorable et du caractère plus conciliant de certains locataires, des logements peuvent présenter des facilités d'accessibilité en termes d'horaire et de planning d'intervention.

L'adjudicataire veillera à prendre les dispositions nécessaires pour garder l'opportunité de se replier sur ces logements en cas d'inaccessibilité accidentelle à un logement.

## MESURAGE

### Précisé comme suit

#### MESURAGE

Unité de mesure : PM (pour mémoire)

Nature du marché : PM

Code de mesurage : tous les frais liés à ces prestations et équipements sont compris dans la totalité de l'entreprise

## 02.3 Etats des lieux et récolements

### DESCRIPTION

#### Précisé comme suit :

Au minimum, l'entrepreneur procédera aux états des lieux (+ recollement) suivants :

Voiries et abords : entre l'entrepreneur et l'autorité compétente. Si l'autorité est une autorité publique, les états des lieux contradictoires et les descriptions comparatives sont établis par un expert juré indépendant, désigné par cette autorité ou l'entrepreneur.

Les logements proprement dits et leur contenu : entre l'entrepreneur et le locataire et l'immobilière sociale « toit & moi ».

Les biens des tiers (propriétés, terrains, immeubles) attenants aux logements proprement dits : entre l'entrepreneur et les propriétaires.

Les faits des états des lieux, des recollements et des éventuelles remises en état constituent une charge de l'entreprise.

#### LOCALISATION

- A. L'état des lieux avant le commencement des travaux
- B. Le recollement comparatif

#### MESURAGE

Unité de mesure : Fft

Nature du marché : QP

Code de mesurage : Forfait pour tous les états des lieux liés au chantier

## 02.5 Documents de chantier

### 02.52 Dossiers / documents à fournir par l'exécutant en cours de travaux

#### 02.52.3 Bons de transport et attestations de mise en décharge

##### 02.52.3.a Bons de transport et attestations de mise en décharge

#### DESCRIPTION

##### - Définition / Comprend

L'adjudicataire a l'obligation de tenir sur chantier ou à défaut au siège social, la collection des bons d'évacuation conformes au modèle joint en annexe.

#### EXÉCUTION / MISE EN ŒUVRE

Un bon d'évacuation est obligatoirement présent dans le camion pendant son déplacement.

Pour chaque camion, les bons d'évacuation sont numérotés en continu.

Une copie du bon d'évacuation est conservée par l'adjudicataire en attente du retour de l'original accompagné du formulaire de réception délivré par le responsable du centre de traitement autorisé (CTA) ou du centre d'enfouissement technique (CET).

En cas d'autre destination, le lieu exact du dépôt est indiqué.

La collection des bons d'évacuation et/ou des attestations de mise en décharge est tenue à la disposition du pouvoir adjudicateur et du Département de la Police et des Contrôles et de l'Office wallon des Déchets pendant une période de cinq ans après l'octroi de la réception définitive.

Une copie des bons d'enlèvement et/ou des attestations de mise en décharge est remise au maître de l'ouvrage.

Un formulaire statistique conforme au modèle établi par le Service public de Wallonie est complété par l'adjudicataire, visé par le pouvoir adjudicateur et transmis par celui-ci à l'Office wallon des Déchets lors de l'établissement de l'état final des travaux.

Complété comme suit

## MESURAGE

Unité de mesure : fft

Nature du marché : QP

Code de mesurage : Forfait pour tous les bons liés au chantier

**02.52.3.b Bons de transport et attestations de mise en décharge des déchets d'amiantes****DESCRIPTION****- Définition / Comprend**

L'adjudicataire à l'obligation de tenir sur chantier ou à défaut au siège social, la collection des bons d'évacuation.

**EXÉCUTION / MISE EN ŒUVRE**

Un bon d'évacuation est obligatoirement présent dans le camion pendant son déplacement.

Pour chaque camion, les bons d'évacuation sont numérotés en continu.

Une copie du bon d'évacuation est conservée par l'adjudicataire en attente du retour de l'original accompagné du formulaire de réception délivré par le responsable du centre de traitement autorisé (CTA) ou du centre d'enfouissement technique (CET).

En cas d'autre destination, le lieu exact du dépôt est indiqué.

La collection des bons d'évacuation et/ou de mise en décharge des déchets d'amiantes est tenue à la disposition du pouvoir adjudicateur et du Département de la Police et des Contrôles et de l'Office wallon des Déchets pendant une période de cinq ans après l'octroi de la réception définitive.

Une copie des bons d'enlèvement et/ou des attestations de mise en décharge **spécifique pour chaque chantier** est remise au maître de l'ouvrage

Un formulaire statistique conforme au modèle établi par le Service public de Wallonie est complété par l'adjudicataire, visé par le pouvoir adjudicateur et transmis par celui-ci à l'Office wallon des Déchets lors de l'établissement de l'état final des travaux.

Complété comme suit

## MESURAGE

Unité de mesure : Fft

Nature du marché : QP

Code de mesurage : forfait pour tous les bons liés au chantier

**02.53 Dossier de clôture****02.53.2 Fiches techniques approuvées****DESCRIPTION****- Définition / Comprend**Précisé comme suit :

Des fiches techniques seront remises à l'auteur de projets et au maître de l'ouvrage.

Ces fiches concernent les éléments suivant, et seront fournies avant l'installation ou mise en œuvre et en fin de chantier :

- Fiches-produits des matériaux d'isolation : **OUI** - Remise **avant et après mise en œuvre** ;
- Fiches-produits des châssis, lanterneaux et autres éléments de menuiserie extérieure contenant du vitrage : **OUI** – Remise **avant et après mise en œuvre** ;
- Fiches-produits des équipements liés au système de ventilation (accessoires de toiture) : **OUI** – Remise **avant et après mise en œuvre** ;
- Fiche-produits traitement du bois : **OUI** - Remise **avant et après mise en œuvre**.

#### Complété comme suit

##### MESURAGE

Unité de mesure : -

Nature du marché : PM (pour mémoire)

Code de mesurage : tous les frais liés à ces prestations et équipements sont compris dans la totalité de l'entreprise

## 06 Travaux de stabilisation et de déconstruction

### 06.9 Déconstructions / démolitions (pour rénovation)

#### MATÉRIAUX DE DÉMOLITION - ÉVACUATION DES DÉCOMBRES

Sauf mention contraire explicite dans le cahier spécial des charges, tous les matériaux de démolition resteront la propriété de l'entrepreneur après la démolition. Il est interdit d'entraver la voie publique avec des matériaux provenant des démolitions, qui devront être évacués au fur et à mesure de l'avancement des travaux. L'entrepreneur est chargé de l'évacuation de tous les décombres et matériaux de démolition vers des décharges agréées ou des centres de traitement. Il en remettra les preuves à l'administration. A aucune condition, les matériaux de démolition, décombres, déchets ou détritiques ne seront abandonnés, enfouis ou brûlés sur le chantier.

#### 06.91 Démolition/ Menuiseries extérieures

##### 06.91.4 Démolitions de menuiserie extérieures - portes de garage

###### DESCRIPTION

- Définition / Comprend

Ce poste comprend le démontage et l'évacuation des portes de garages extérieures (de grandes dimensions) y compris vitrage, tous les éléments de fixation et la préparation du support en vue de recevoir une nouvelle porte.

##### 06.94.a Démolitions de menuiserie extérieures - portes de garage basculante

###### MESURAGE

Unité de mesure : m<sup>2</sup>

Code de mesurage : surface nette à démonter



Type de marché : Quantité présumée (QP)

## 06.94.b Démolitions de menuiserie extérieures - portes de garage sectionnelles

### MESURAGE

Unité de mesure : m<sup>2</sup>

Code de mesurage : surface nette à démonter

Type de marché : Quantité présumée (QP)

## 07 Déchets: préventions, tris sélectifs sur chantier, stockages, transports et traitements des déchets

### DESCRIPTION

#### - Définition / Comprend

La gestion des déchets comporte tout ou partie des opérations suivantes :

- la prévention des déchets,
- le transport et la manutention interne sur chantier,
- le tri sélectif sur chantier,
- le stockage temporaire sur chantier,
- la gestion et l'entretien de la zone réservée au stockage et au traitement sur chantier,
- le conditionnement,
- le chargement et le transport,
- le déchargement au lieu de destination,
- la tenue des documents sur chantier,
- les autorisations requises par la législation.

### EXÉCUTION / MISE EN ŒUVRE

L'entrepreneur évacue les déchets de construction et de démolition au fur et à mesure de l'avancement des travaux, sauf clause contraire du cahier spécial des charges.

Les déchets sont orientés vers les filières autorisées ou seront mis en œuvre sur le chantier après traitement. Toute installation de traitement de déchets située sur le chantier est conforme à l'[AGW 2001-06-14] favorisant la valorisation de certains déchets ainsi qu'à la réglementation relative au permis d'environnement, notamment l'[AGW 2004-05-27 cribles] fixant les conditions intégrales relatives aux cribles et concasseurs sur chantiers visés à la rubrique 45.91.02. Les granulats produits sur chantier (cribles et concasseurs) ne peuvent être remis sur le marché. Les éventuels surplus seront acheminés vers un centre de tri autorisé (C.T.A.).

A aucune condition les matériaux de démolition, décombres, déchets ou détritiques ne seront abandonnés, enfouis ou brûlés sur le chantier. Ceci implique que, mis à part les terres de déblais, les sables et pierres naturels de récupération, les fraisats de revêtements en béton ou hydrocarbonés<sup>(1)</sup>, aucun déchet (même inerte), à moins d'avoir fait l'objet d'un traitement préalable conformément à l'annexe 1 de l' [AGW 2001-06-14] favorisant la valorisation de certains déchets, ne peut être employé comme remplissage des soubassements. La dite opération doit en outre être effectuée par un opérateur enregistré pour la valorisation des déchets sur base de l'arrêté précité.

Les déchets de type ménager et les eaux usées générés par les personnes travaillant sur le chantier sont à charge de l'adjudicataire et doivent être gérés selon les règles locales, de manière distincte des déchets de construction et de démolition.

Pour rappel, l'adjudicataire se doit aussi de respecter l'[AGW 2004-03-18] interdisant la mise en centre d'enfouissement technique (C.E.T.) de certains déchets. Cet arrêté fixe également les critères d'admission des déchets en centre d'enfouissement technique [AGW 1997-07-10].

Les déchets dangereux sont évacués conformément à l'[AERW 1992-04-09 déchets] relatif aux déchets dangereux, par un transporteur ou collecteur de déchets dangereux agréé par le Ministère de la Région wallonne. Les déchets autres que dangereux sont évacués conformément à l'[AGW 2003-11-13] relatif à l'enregistrement des collecteurs et transporteurs de déchets autres que dangereux, par un transporteur ou collecteur enregistré.

Avant le démarrage des travaux, l'entrepreneur désignera un coordinateur déchets et communiquera son nom au pouvoir adjudicateur. Le coordinateur déchets s'assure notamment de l'étiquetage des conteneurs, du respect des consignes de tri et d'entreposage, de la propreté du chantier, de la bonne tenue des documents.

(1) Les revêtements à partir de fraisâts hydrocarbonés ne sont néanmoins pas souhaitables dans le cas d'un retour au sol.

## DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE

### - Exécution

[AGW 2001-06-14, Arrêté du Gouvernement wallon favorisant la valorisation de certains déchets.]

[AGW 2002-07-04 procédure, Arrêté du Gouvernement wallon relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.]

[AGW 2004-05-27 cribles, Arrêté du Gouvernement wallon fixant les conditions intégrales relatives aux cribles et concasseurs sur chantier visés à la rubrique 45.91.02]

[AGW 2004-03-18, Arrêté du Gouvernement wallon interdisant la mise en centre d'enfouissement technique de certains déchets et fixant les critères d'admission des déchets en centre d'enfouissement technique]

[AERW 1992-04-09 déchets, Arrêté de l'Exécutif régional wallon relatif aux déchets dangereux.]

[AGW 2003-11-13, Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'enregistrement des collecteurs, des courtiers, des négociants et des transporteurs de déchets autres que dangereux.]

[CMRW 1995-02-23, Circulaire ministérielle relative à l'organisation de l'évacuation des déchets dans le cadre des travaux publics en Région wallonne]

[AGW 2004-05-27 stockage, Arrêté du Gouvernement wallon fixant les conditions intégrales d'exploitation relatives aux stockages temporaires sur chantier de construction ou de démolition de déchets [...] visés à la rubrique 45.92.01]

## AIDE

Les arrêtés cités peuvent être consultés en version coordonnée sur le site <http://environnement.wallonie.be>.

De l'information sur la gestion des déchets de construction et de démolition est disponible à l'adresse suivante : <http://www.marco-construction.be/>.

## 07.1 Systèmes documentaires relatifs à la gestion des déchets de construction et de démolition

## 07.2 Gestion des déchets et des décombres

### 07.22 Gestion des déchets de construction

#### EXÉCUTION / MISE EN ŒUVRE

Précisé comme suit :

Les modes de gestion prioritaires sont, dans l'ordre, la prévention, la préparation en vue du réemploi, le recyclage, les autres modes de valorisation dont la valorisation énergétique, et à défaut l'élimination. En vue de favoriser au maximum la valorisation et de prévenir la contamination des déchets autres que dangereux par des déchets dangereux, les déchets issus des travaux de construction/rénovation seront triés en 4 fractions :

1. Déchets dangereux
2. Déchets inertes
3. Déchets non dangereux, en respectant l'[AGW 2015-03-05]
4. Déchets soumis à l'obligation de reprise sur base de l'[AGW 2010-09-23], du [DRW 2008-12-05 emballages] et de [ACN 2008-11-04]. Ces déchets doivent être triés par type de déchet soumis à l'obligation de reprise, tout en respectant l'[AGW 2015-03-05].

## DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE

### - Exécution

[AGW 2010-09-23, Arrêté du Gouvernement wallon instaurant une obligation de reprise de certains déchets] (M.B DU 09/11/2010)

[AGW 2015-03-05, Arrêté du Gouvernement wallon instaurant une obligation de tri de certains déchets]

[ACN 2008-11-04, Accord de coopération concernant la prévention et la gestion des déchets d'emballages]

[DRW 2008-12-05 emballages, Décret portant assentiment à l'accord de coopération entre la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant la prévention et la gestion des déchets d'emballages].

Complété comme suit :

### MESURAGE

Unité de mesure : -

Nature du marché : PM

Code de mesurage : tous les frais liés à ces prestations et équipements sont compris dans la totalité de l'entreprise

## 07.23 Gestion des déchets de démolition

### DESCRIPTION

#### - Définition / Comprend

Précisé comme suit :

Sauf mention contraire explicite dans le cahier spécial des charges, tous les matériaux de démolition restent la propriété de l'entrepreneur après la démolition. Si le maître de l'ouvrage se réserve certains éléments de la démolition, ces matériaux sont véhiculés par l'entrepreneur et déchargés dans les entrepôts du maître de l'ouvrage, à l'endroit que ce dernier aura indiqué. Quelle que soit la destination que le pouvoir adjudicateur entend donner aux matériaux dont il se réserve la propriété, tous les frais relatifs à leur mise en dépôt à l'endroit indiqué par le pouvoir adjudicateur sont à la charge de l'entrepreneur pour autant qu'il s'agisse d'un endroit relativement facile d'accès. Un obstacle ou une distance excédant 100 m peut entraîner un coût supplémentaire.

### EXÉCUTION / MISE EN ŒUVRE

En vue de favoriser au maximum la valorisation et de prévenir la contamination des déchets autres que dangereux par des déchets dangereux, sauf clause contraire au cahier spécial des charges, les déchets issus des travaux de démolition seront triés **en 4 fractions** :

1. Déchets dangereux
2. Déchets inertes
3. Déchets non dangereux, en respectant l'[AGW 2015-03-05]
4. Déchets soumis à l'obligation de reprise sur base de l'[AGW 2010-09-23], du [DRW 2008-12-05 emballages] et de l'[ACN 2008-11-04]. Ces déchets doivent être triés par type de déchet soumis à l'obligation de reprise.

Les matériaux contenant de l'amiante ou de l'amiante-ciment sont toujours tenus séparés des autres déchets et gérés conformément à l'[AGW 2003-07-17 intégral].

Les matériaux suivants resteront la propriété du pouvoir adjudicateur et seront soigneusement démontés et stockés à l'endroit indiqué par le pouvoir adjudicateur : sans objet

Les matériaux suivants seront soigneusement démontés, stockés et protégés afin d'être réutilisés sur le chantier : sans objet

L'entrepreneur récupérera parmi les matériaux de démolition toutes les pierres nécessaires à la maçonnerie selon la description à l'article : sans objet

## DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE

### - Exécution

[CMRW 1995-02-23, Circulaire ministérielle relative à l'organisation de l'évacuation des déchets dans le cadre des travaux publics en Région wallonne]

[AGW 2010-09-23, Arrêté du Gouvernement wallon instaurant une obligation de reprise de certains déchets]

[AGW 2015-03-05, Arrêté du Gouvernement wallon instaurant une obligation de tri de certains déchets]

[ACN 2008-11-04, Accord de coopération concernant la prévention et la gestion des déchets d'emballages]

[AGW 2003-07-17 intégral, Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les conditions intégrales relatives aux chantiers d'enlèvement et de décontamination de bâtiments ou d'ouvrages d'art contenant de l'amiante et aux chantiers d'encapsulation de l'amiante.]

[AGW 2003-07-17 sectoriel, Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les conditions sectorielles relatives aux chantiers d'enlèvement et de décontamination de bâtiments ou d'ouvrages d'art contenant de l'amiante et aux chantiers d'encapsulation de l'amiante]

[DRW 2008-12-05 emballages, Décret portant assentiment à l'accord de coopération entre la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant la prévention et la gestion des déchets d'emballages]

## 07.23.1 Gestion des déchets de démolition – hors amiantes

### MESURAGE

Unité de mesure : -

Nature du marché : PM (pour mémoire)

Code de mesurage : tous les frais liés à ces prestations et équipements sont compris dans la totalité de l'entreprise

## 07.23.2 Gestion des déchets de démolition - amiantes

### MESURAGE

Unité de mesure : -

Nature du marché : PM (pour mémoire)

Code de mesurage : tous les frais liés à ces prestations et équipements sont compris dans la totalité de l'entreprise

## 08 Équipements permanents de sécurité et de protection

### 08.4 Accès à la zone de travail

#### 08.45 Échafaudage

##### DESCRIPTION

- Définition / Comprend

Ce poste comprend toutes les prestations liées au transport, au stockage, au montage, à l'utilisation et à la manutention d'échafaudage.

##### EXÉCUTION / MISE EN ŒUVRE

- Prescriptions générales

- Selon les prescriptions du fabricant et/ou de l'entreprise de location.
- Respect des normes et réglementations belges et européenne en vigueur.
- Fournir au pouvoir adjudicateur le certificat de réception par un organisme agréé et validé par le conseiller en prévention du soumissionnaire.

##### DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE

- Matériau

Loi sur le bien-être

- Règlement Général pour la Protection du Travail (RGPT)
- Loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail
- AR du 27 mars 1998 relatif au service interne pour la prévention et la protection du travail
- AR du 27 mars 1998 relatif aux services ex-ternes pour la prévention et la protection au travail
- AR du 25 janvier 2001 concernant les chantiers temporaires ou mobiles
- CCT du 10 février 2005 relative à l'humanisation du travail (équipements sociaux sur le chantier)

- Publications du CNAC Centre National d'Action pour la sécurité et l'hygiène dans la Construction

#### Réglementation et normes relatives aux travaux en hauteur

- Code, titre VI (Équipements de travail), chapitre II (Dispositions spécifiques), section IV (Équipements de travail pour les travaux temporaires en hauteur).
- AR du 31 août 2005 relatif à l'utilisation des équipements de travail pour des travaux temporaires en hauteur (Transposition de la directive européenne 2001/45/CE)
- normes NBN EN 12810 et NBN EN 12811 en matière de montage d'échafaudages
- norme NBN EN 13374 en matière de protection périphérique

#### MESURAGE

Unité de mesure : fft

Code de mesurage : Forfait par chantier

Nature du marché : QP

### 08.47      Camion Grue

#### DESCRIPTION

- Définition / Comprend

Ce poste comprend toutes les prestations liées au transport, au stockage, au montage, à l'utilisation et à la manutention d'un camion grue.

#### EXÉCUTION / MISE EN ŒUVRE

- Prescriptions générales

- Selon les prescriptions du fabricant et/ou de l'entreprise de location.
- Respect des normes et réglementations belges et européenne en vigueur.
- Fournir au pouvoir adjudicateur le certificat de réception par un organisme agréé et validé par le conseiller en prévention du soumissionnaire.

#### DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE

- Matériau

Loi sur le bien-être

- Règlement Général pour la Protection du Travail (RGPT)
- Loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail
- AR du 27 mars 1998 relatif au service interne pour la prévention et la protection du travail
- AR du 27 mars 1998 relatif aux services ex-ternes pour la prévention et la protection au travail

- AR du 25 janvier 2001 concernant les chantiers temporaires ou mobiles
- CCT du 10 février 2005 relative à l'humanisation du travail (équipements sociaux sur le chantier)
- Publications du CNAC Centre National d'Action pour la sécurité et l'hygiène dans la Construction

#### Réglementation et normes relatives aux travaux en hauteur

- Code, titre VI (Équipements de travail), chapitre II (Dispositions spécifiques), section IV (Équipements de travail pour les travaux temporaires en hauteur).
- AR du 31 août 2005 relatif à l'utilisation des équipements de travail pour des travaux temporaires en hauteur (Transposition de la directive européenne 2001/45/CE)

L'adjudicataire justifiera obligatoirement le coût de nacelle en joignant les factures de ses fournisseurs ou tout autre document officiel permettant au Pouvoir adjudicateur d'opérer les vérifications d'usage.

#### MESURAGE

Unité de mesure : fft

Code de mesurage : Forfait par chantier

Nature du marché : QP (Quantité présumée)

## 4 T4 FERMETURES / FINITIONS EXTÉRIEURES CCTB 01.08

### 41 Menuiseries extérieures CCTB 01.02

#### 41.3 Portes de garage CCTB 01.07

##### DESCRIPTION

##### - Définition / Comprend

Il s'agit de la fourniture et la pose de tous les éléments nécessaires à la composition des portes de garage, y compris toutes les pièces qui en font intrinsèquement partie. Conformément aux dispositions générales et/ou spécifiques du cahier spécial des charges, les prix unitaires compris dans les articles concernant les portes de garage, commerciales, industrielles doivent toujours comprendre, soit selon la ventilation dans le métré récapitulatif, soit dans leur totalité :

- le relevé la vérification sur place des dimensions exactes;
- le montage des profils de portes, panneaux et dispositifs de manœuvre;
- la fourniture et la pose, y compris tous les moyens de fixation et/ou d'ancrage, ainsi que tous les ragréages étanches et la finition des joints entre la porte de garage et le gros-œuvre, ... ;

##### - Remarques importantes

- Les éventuels travaux de démolition de la porte, sont compris dans un élément séparé (voir 06.23.2a Démolitions d'éléments de fermetures et de finitions extérieures (y compris décapages))

##### MATÉRIAUX

## **Généralités**

L'entrepreneur soumet, avant l'exécution, à l'approbation du maître d'ouvrage et de l'auteur de projet :

- les notes de calcul nécessaires, les certificats de garantie et autres marquage, ...
- les dessins de détail et bordereaux de commande,
- les échantillons et/ou les prototypes des différentes composantes, c'est-à-dire au moins un échantillon de la feuille de porte reprenant la connexion entre panneaux et guide latéral. Cet échantillon reste à la disposition de l'auteur de projet ou du maître de l'ouvrage jusqu'à la réception provisoire.
- une carte de couleurs de la gamme des couleurs livrées par le fabricant.

La terminologie des éléments constituant les portes de garages est conforme aux normes [NBN EN 12433-1] et [NBN EN 12433-2].

## **Critères de performances.**

Les portes de garages doivent annoncer les performances définies dans le marquage CE de la norme produit [NBN EN 13241-1+A1] et dont les exigences sont reprises dans la [STS 53.2]. Les exigences en termes de performance énergétique, étanchéité à l'eau, résistance au vent, perméabilité à l'air, sécurité d'utilisation, efforts de manœuvre, d'endurance mécanique, résistance à l'effraction et prestations acoustiques sont décrites ci-dessous. Les autres exigences sont décrites dans la [STS 53.2] ou sont précisées dans ce cahier spécial des charges.

## **Résistance mécanique, sécurité d'utilisation et durabilité mécanique**

Tous les ensembles de fenêtres et portes-fenêtres doivent satisfaire aux critères minimum de performance mécanique et de sécurité d'utilisation

Les portes de garages sont conçues et fabriquées conformément à la [NBN EN 12604] et la [NBN EN 12453]. Les performances de résistance mécanique et d'endurance sont vérifiées selon la [NBN EN 12604].

## **Manœuvre motorisée**

Le dispositif de manœuvre motorisée et les dispositifs de sécurité associés satisfont aux exigences de la norme [NBN EN 12453]. Les points d'écrasement, de cisaillement ou d'entraînement créés par le tablier en usage normal sont éliminés ou équipés de dispositifs de protection.

Les performances sont déterminées à l'aide des procédures de la [NBN EN 12453] et la [NBN EN 12978+A1].

## **Compatibilité électromagnétique**

Les perturbations électromagnétiques générées par la porte motorisée ne peuvent pas dépasser les niveaux spécifiés dans la [NBN EN 61000-6-3]. L'immunité des portes par rapport aux perturbations électromagnétiques est suffisante pour les perturbations du réseau spécifiée dans la [NBN EN 61000-6-2].

## **Résistance au vent**



La résistance au vent est classifiée selon la norme [NBN EN 12424]. Cette classification ne s'applique qu'aux portes fermées mais pas à la capacité des portes à s'ouvrir sous rafales de vent.

Les performances sont soit déterminées par essais ou par essais et calculs selon la [NBN EN 12604] et la [NBN EN 12444].

### **Performance énergétique (isolation thermique)**

Par défaut, sans spécification dans le cahier spécial des charges, les performances énergétiques sont au moins conformes aux réglementations régionales. Les performances thermiques d'une porte entière doivent être évaluées ou calculées selon la [NBN EN 12428] et l'annexe B de la norme [NBN EN 13241:2003+A2]. Les valeurs  $U_d$  des portes sont communiquées à l'auteur de projet et, le cas échéant, au responsable PEB. A défaut, le détail (valeur  $U_p$  des panneaux ainsi que les matériaux et épaisseurs) est communiqué à l'auteur de projet et, le cas échéant, au responsable PEB.

### **Perméabilité à l'air**

La perméabilité à l'air est évaluée conformément à la [NBN EN 12427]. Les résultats permettent une classification selon la [NBN EN 12426].

### **Étanchéité à l'eau**

L'étanchéité à l'eau est évaluée conformément à la [NBN EN 12489]. Les résultats permettent une classification selon la [NBN EN 12425].

### **Résistance à l'effraction**

Le choix de la classe de résistance à l'effraction peut être établi en tenant compte de ce qui suit:

- L'évaluation des besoins en matière de protection contre l'effraction résulte d'une analyse tenant compte des facteurs objectifs ou subjectifs suivants:
  - la situation géographique de la construction,
  - son intégration urbaine,
  - son accessibilité aisée ou non,
  - la présence de système de protection complémentaire,
  - la valeur, la taille, le nombre, l'encombrement, le poids des biens à protéger,
  - la fonction du bâtiment,
  - tous autres facteurs spécifiques, psychologiques et humains.
- L'interprétation des classes de la [NBN EN 1627] :

Tableau - Classes et types d'attaque correspondant

Classes [NBN EN 1627]	Types d'attaque
1	Un cambrioleur occasionnel essaie d'ouvrir la fenêtre, la porte ou la fermeture en utilisant la violence physique, par exemple coup de pied, coup d'épaule, soulèvement, arrachement.
2	Le cambrioleur occasionnel essaie en plus d'ouvrir la fenêtre, la porte ou la fermeture en utilisant des outils simples, par exemple tournevis, pince, coins.

3	Le cambrioleur essaie d'entrer en utilisant 2 tournevis, ou plus, et un pied de biche.
4	Le cambrioleur expérimenté utilise en plus des outils tels que scie, marteau, hache, ciseau, burin, perceuse électrique portative à batterie.
5	Le cambrioleur expérimenté utilise en plus des outils électriques, par exemple perceuse, scie sauteuse et sabre, meuleuse d'angle avec disque de diamètre maximum 125 mm.
6	Le cambrioleur expérimenté utilise en plus des outils électriques puissants, par exemple, perceuse, scie sauteuse et sabre, meuleuse d'angle avec disque de diamètre maximum 230 mm.

### **Résistance et Réaction au feu**

Les exigences concernant la réaction au feu sont reprises dans l'[AR 1994-07-07] (et ses modificatifs) fixant les "Normes de base en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion".

La résistance au feu: les performances de résistance au feu des portes de garage sont définies conformément à la norme [NBN EN 16034].

### **Acoustique**

Les performances d'affaiblissement des bruits aériens sont déterminées conformément à la [NBN EN ISO 10140-2].

Les résultats sont évalués conformément à la [NBN EN ISO 717-1].

### **Composants des portes**

Tous les profils et composants des portes sont couverts par le même marquage CE sur l'ensemble de la porte de garage. Si d'autres produits sont utilisés, l'ensemble de l'élément de porte de garage fait l'objet d'une validation des performances.

La note de calcul et/ou essais établis par le constructeur dans le cadre d'un marquage CE ou de ce chantier doivent tenir compte ou couvrir toutes les données existantes en ce qui concerne les sollicitations ou les efforts et des critères de performances précités.

Les dimensions des profils sont exprimées en mm. La forme, le détail et les sections des profils correspondent aux indications sur les plans et aux éventuels détails de principe annexés au dossier. Ils doivent être adaptés à la composition des éléments à la nature, aux dimensions et au mode de mise en œuvre tels qu'ils sont prescrits.

Les éléments vitrés incorporés dans les feuilles de portes sont conformes aux spécifications de verres utilisés conformément à la [NBN S 23-002]. Les types de rupture correspondent à ceux définis dans la norme [NBN EN 12600].

## **EXÉCUTION / MISE EN ŒUVRE**

Le mode de pose et le guide d'utilisation (mode d'emploi pour chaque porte) sont communiqués au maître d'œuvre après la pose.

La pose de portes industrielles, commerciales et résidentielles se fait conformément à la [NBN EN 12635+A1].

Pour réaliser l'ébrasement de la porte, l'entrepreneur transmet les données nécessaires concernant les dimensions et le mouvement de la porte et on détermine les bonnes dimensions de la baie, la hauteur du linteau et la largeur des battées. Dans le cas d'une baie existante, l'entrepreneur fait un relevé sur place de la baie.

Le transport et le stockage sur le chantier se font toujours conformément aux prescriptions du fabricant. Les différents composants des portes sont emballés de manière à ce que les agents externes (par exemple hygrothermiques) ne puissent détériorer le produit pendant le transport et le stockage.

Les portes sont placées avec tous les accessoires et les moyens de fixation nécessaires en respectant les directives du fabricant. Pour une fixation durable et un guidage précis, tous les profilés en plastique et en aluminium sont pourvus de canaux pour raccord vissés.

Le bâti de la porte est fixé au gros œuvre à l'aide de blochets de porte maçonnés et/ou de profilés inoxydables ou galvanisés réglables et de dispositifs de fixation. Les guides latéraux et les autres accessoires doivent être fixés avec des matériaux inoxydables adaptés.

Les pièces en acier inox ne peuvent être montées qu'avec des moyens de fixation en acier inox, de préférence du même type d'acier inox.

Le bâti est monté dans ou derrière l'ébrasement conformément aux prescriptions du fabricant.

Entre le gros œuvre et le bâti de la porte, une bande d'étanchéité à l'air d'au moins 20 mm de large est mise en œuvre et le raccord est obturé par un mastic élastique conformément aux [STS 56.1]. Le choix de la classe de mastic est effectué conformément au tableau 5 de les [STS 56.1].

Les dimensions du cordon d'étanchéité sont choisies avec soin en fonction du type de joint. Conformément aux directives du fabricant du mastic. La largeur réellement nécessaire du joint peut être calculée conformément aux [STS 56.1], § 5.2. Les bandes ou cordons de joint sont appliqués conformément aux prescriptions du fabricant, après nettoyage préalable du joint. Si l'installateur utilise des rubans précomprimés, il attend jusqu'à la décompression complète des bandes avant d'appliquer le mastic (en fonction de la température).

Les dimensions indiquées sur les plans et dans le métré sont celles du gros-œuvre tel qu'il doit être exécuté et sont donc purement indicatives. L'entrepreneur est tenu de prendre lui-même les mesures sur le chantier avant de procéder à la fabrication des éléments sauf dans le cas d'une pose par pré-cadre pour laquelle les modalités particulières sont convenues.

Les travaux sont exécutés par une firme spécialisée et par des ouvriers qualifiés.

## CONTRÔLES

Les documents relatifs au marquage CE (ou déclaration d'aptitude du matériau) ou aux performances exigées dans le cahier spécial des charges doivent être préalablement remis à l'architecte.

### Essais

- Si le marquage du produit (déclaration d'aptitude du matériau) ne spécifie pas les performances requises, des essais seront systématiquement exigés dont les frais sont intégralement supportés par l'entrepreneur jusqu'à ce que satisfaction complète soit obtenue. Si l'élément de porte de garage, industrielle ou commerciale ne satisfait pas aux essais, l'auteur de projet est en droit d'imposer une nouvelle série d'essais jusqu'à obtention des performances requises.
- Les essais seront exécutés par un laboratoire indépendant notifié, selon la norme [NBN EN 13241:2003+A2], les exigences sont reprises dans la [STS 53.2].

- La porte testée et approuvée sera marquée et conservée comme référence. Au cas où les produits ne satisfont pas aux essais, Le maître d'ouvrage en accord avec l'auteur de projet peut faire arrêter les travaux immédiatement.

## **Tolérances**

Les tolérances dimensionnelles sont reprises dans la [STS 53.2].

## **Pose**

La dégradation des profils et panneaux suite à la mise en place, griffes, évidements ou mauvaise fixation entraîne le refus et soit la réparation soit le remplacement de l'élément. Les critères d'acceptation sont repris dans la [STS 52.1] pour les menuiseries en bois. Les exigences de qualité et recommandations pour l'aluminium sont reprises dans la CONSTRUCTION du Centre Belge de l'Aluminium.

## **DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE**

### **- Matériau**

[NBN EN 12433-1, Portes industrielles, commerciales et de garage - Terminologie - Partie 1: Types de fermetures et portails]

[NBN EN 12433-2, Portes industrielles, commerciales et de garage - Terminologie - Partie 2: Constituants des fermetures et portails]

[NBN EN 13241-1+A1, Portes et portails industriels, commerciaux et de garage - Norme de produit - Partie 1: Produits sans caractéristiques coupe-feu, ni pare-fumée]

[STS 53.2, Portes industrielles, commerciales et résidentielles]

[NBN EN 12604, Portes et portails industriels, commerciaux et résidentiels - Aspects mécaniques - Exigences et méthodes d'essai]

[NBN EN 12453, Portes et portails industriels, commerciaux et résidentiels - Sécurité d'utilisation des portes et portails motorisés - Exigences et méthodes d'essai]

[NBN EN 61000-6-3, Compatibilité électromagnétique (CEM) - Partie 6-3 : Normes génériques - Norme sur l'émission pour les environnements résidentiels, commerciaux et de l'industrie légère]

[NBN EN 61000-6-2, Compatibilité électromagnétique (CEM) - Partie 6-2 : Normes génériques - Immunité pour les environnements industriels (+ erratum)]

[NBN EN 12424, Portes équipant les locaux industriels, commerciaux et les garages - Résistance à la charge de vent - Classification]

[NBN EN 12444, Portes équipants les locaux industriels, commerciaux et de garage - Résistance à la charge de vent - Essais et calculs]

[NBN EN 12428, Portes et portails équipant les locaux industriels, commerciaux et les garages - Transmission thermique - Exigences pour les calculs]

[NBN EN 12427, Portes équipant les locaux industriels, commerciaux et les garages - Perméabilité à l'air - Méthode d'essai]

[NBN EN 12426, Portes équipant les locaux industriels, commerciaux et les garages - Perméabilité à l'air - Classification]

[NBN EN 12489, Portes équipant les locaux industriels, commerciaux et les garages - Résistance à la pénétration de l'eau - Méthode d'essai]

[NBN EN 12425, Portes équipant les locaux industriels, commerciaux et les garages - Résistance à la pénétration de l'eau - Classification]

[NBN EN 1627, Blocs-portes pour piétons, fenêtres, façades rideaux, grilles et fermetures - Résistance à l'effraction - Prescriptions et classification]

[AR 1994-07-07, Arrêté royal fixant les normes de base en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion, auxquelles les bâtiments nouveaux doivent satisfaire] (et ses modificatifs)

[NBN EN 12978+A1, Portes et portails équipant les locaux industriels et commerciaux et les garages - Dispositifs de sécurité pour portes motorisées - Prescriptions et méthodes d'essai]

[NBN EN 16034, Blocs-portes pour piétons, portes et fenêtres industrielles, commerciales et de garage - Norme de produit, caractéristiques de performance - Caractéristiques de résistance au feu et/ou d'étanchéité aux fumées]

[NBN EN ISO 10140-2, Acoustique - Mesurage en laboratoire de l'isolation acoustique des éléments de construction - Partie 2: Mesurage de l'isolation au bruit aérien (ISO 10140-2:2010)]

[NBN EN ISO 717-1, Acoustique - Évaluation de l'isolement acoustique des immeubles et des éléments de construction - Partie 1: Isolement aux bruits aériens (ISO 717-1:2013)]

[NBN S 23-002, Vitrerie]

[NBN EN 12600, Verre dans la construction - Essai au pendule - Méthode d'essai d'impact et classification du verre plat]

#### - Exécution

[NBN EN 12635+A1, Portes équipant les locaux industriels et commerciaux et les garages - Installation et utilisation]

[STS 56.1, Mastics d'étanchéité des façades]

## 41.31 Portes de garage à usage privé

### 41.31.1 Portes de garage à usage privé basculantes CCTB 01.02

#### DESCRIPTION

##### - Définition / Comprend

Il s'agit de portes basculantes avec un cadre métallique en acier inoxydable, revêtu de plaques, de bandes ou de planchettes conformément aux dispositions du cahier spécial des charges. Le prix unitaire doit comprendre la fourniture, le montage et le réglage du châssis, du cadre, de la feuille, du système d'équilibrage, la batée dans le bas, la quincaillerie, une couche de fond, ...

#### MATÉRIAUX

##### **Dormant - Feuille de porte**

- La porte basculante est entièrement assemblée en usine et son dormant rigide permettra de poser la porte dans ou derrière le jour de baie. Les sections des éléments composants du cadre sont déterminées en fonction des dimensions de la porte et du poids du revêtement, afin d'obtenir un ensemble solide et indéformable. Les profils de renfort sont prévus en nombre suffisant afin d'assurer le fonctionnement souple et silencieux de la porte.
- La feuille de porte se compose d'un cadre soudé (avec renfort au centre), revêtu de panneaux, bandes ou lattes comme spécifié dans le cahier spécial des charges. Le cadre se compose de profils fermés, laminés à froids et soudés à haute fréquence, avec un rail de guidage breveté qui assure une guidance latérale impeccable.
- Le vantail est suspendu dans un dormant contre lequel le vantail se ferme hermétiquement. La forme du profil et l'étanchéité du dormant empêchent la pénétration d'eau dans le garage. Les montants latéraux du dormant sont fabriqués à l'aide de profils tubulaires rectangulaires

galvanisés garnis d'une bande intégrée en matière synthétique ou de butoirs afin que la feuille de porte ne soit pas endommagée.

- Dans le bas, la porte bute contre un profil de seuil en acier galvanisé ancré dans le sol. Le bord supérieur du profil se situe dans le même plan que le sol intérieur, de manière à assurer l'écoulement parfait de l'eau.

### **Mécanisme d'ouverture**

- Le montage judicieux et le réglage minutieux de tous les éléments doivent faciliter la manœuvre et assurer un bon amortissement acoustique. Les portes basculantes satisfont en outre aux exigences en matière de sécurité de la norme [NBN EN 12604]
- Pour l'ouverture, la feuille de porte est guidée par 4 roulements en Nylon à coussinets autolubrifiants, qui courent dans des rails de guidage horizontaux, à moitié fermés, fixés au plafond, avec protection de fin de course.
- Dans le bas, le vantail de porte est relié aux extrémités de deux bras de levage qui décrivent un demi-cercle et font entièrement basculer la porte à l'intérieur du garage contre les butoirs en caoutchouc qui sont fixés sur le rail de guidage ou le profil d'assemblage.
- Conformément au cahier spécial des charges, la porte est maintenue en équilibre pendant l'ouverture par des ressorts réglables. Conformément au cahier spécial des charges, lors de l'ouverture, le vantail de porte restera entièrement à l'intérieur du plan de façade.

### **Ventilation**

- Si une ventilation est requise au niveau de la porte, cette ventilation peut être assurée en prévoyant dans le bas des ouvertures d'aération, situées à maximum 40 cm au-dessus du sol. Conformément aux prescriptions du cahier spécial des charges, la ventilation peut être réalisée soit par des ouvertures pliées dans le matériau de revêtement, soit par des grilles encastrées, soit par des ouvertures ménagées entre les panneaux de revêtement et l'encadrement.

### **Serrures - Poignées**

- La porte se verrouille automatiquement mais peut s'ouvrir à l'aide d'une goupille de déverrouillage. La porte est équipée d'un mécanisme de fermeture composé d'au moins 4 tiges de fermeture orientées vers le bas et à loqueteaux automatiques.
- Une serrure de sécurité à cylindre profilé est livrée avec trois clés (qui peuvent être intégrées dans la plan de fermeture).
- La porte est équipée d'une poignée, sur les deux faces : un bouton rond avec entaille en matière synthétique de qualité à l'extérieur et une poignée à croisillon avec dispositif de sécurité à l'intérieur.

### **Traitement - Finition**

- Tous les éléments en acier, hormis les ressorts, sont rendus inoxydables, soit par galvanisation, soit ils sont fabriqués en acier inoxydable.

### **EXÉCUTION / MISE EN ŒUVRE**

- Pour l'exécution de la baie, l'entrepreneur doit communiquer les renseignements concernant les dimensions et le sens d'ouverture de la porte de manière à pouvoir déterminer les dimensions dans l'œuvre, la hauteur du linteau et la largeur des batées.
- Le dormant est fixé au gros-œuvre avec des pattes d'ancrage scellées dans la maçonnerie et/ou des profils en acier galvanisé réglables et des boulons inoxydables.
- Entre le gros-œuvre et le dormant de la porte, une bande d'étanchéité est posée (au moins 20 mm de largeur) en :

- Mousse de polyuréthane saturée d'une solution d'imprégnation à base de paraffine chlorée et de néoprène. Le cordon d'étanchéité est comprimé avant placement et commence à gonfler lentement après le placement jusqu'à 20% de son épaisseur nominale et rend le joint étanche aux averses

ou

- Polyuréthane multiforme à alvéoles ouvertes, qui est totalement imprégné de bitume. Ce joint est compatible avec le mastic d'étanchéité à appliquer ultérieurement. Pour obtenir une étanchéité aux pluies, on utilisera un cordon d'une épaisseur égale à 5 fois la largeur du joint.

## DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE

- Matériau

[NBN EN 12433-1]

[NBN EN 12433-2]

## AIDE

### Note à l'attention de l'auteur de projet

Pour l'implantation d'une porte intérieure dans le garage, il y a lieu de tenir compte de l'ouverture de la porte de garage afin de lui réserver suffisamment d'espace.

## 41.31.1c Portes de garage à usage privé basculantes en acier CCTB 01.04

### MATÉRIAUX

- Finitions

Le cadre en métal de la porte est revêtu de plaques profilées en métal galvanisé ou inoxydable. Elles sont fixées latéralement par double pliage sur la lèvre du profil du cadre et dans le haut et dans le bas par soudage par points. Le vantail de porte est consolidé à l'aide de deux montants perpendiculaires au sens des profilés de la feuille de porte.

### EXÉCUTION / MISE EN ŒUVRE

- Prescriptions générales

Le dormant de la porte est placé dans ou derrière le jour de baie conformément aux prescriptions du fabricant. Entre le gros-œuvre et le dormant de la porte, on insère une bande d'étanchéité d'au moins 20 mm de largeur.

- Notes d'exécution complémentaires

Avant la pose, l'entrepreneur soumet pour approbation une note de calcul du mode d'ancrage du dormant au gros-œuvre.

## 41.31.2 Portes de garage à usage privé sectionnelles CCTB 01.02

### DESCRIPTION

- Définition / Comprend

Il s'agit de portes sectionnelles dont le vantail de porte se compose d'un certain nombre de sections à articulation horizontal, qui sont soulevées verticalement et tenues en équilibre par des ressorts à traction ou à torsion (en fonction du type de porte).

### MATÉRIAUX

#### **Dormant - Sections de porte**

- Les portes sont suspendues dans un dormant profilé en acier galvanisé à chaud pourvu de joints en caoutchouc. Les dimensions des éléments constitutants sont déterminées en fonction des dimensions de la porte et de son poids afin d'obtenir un ensemble solide.
- La hauteur de la section de fond et des sections centrales est déterminée en fonction de la hauteur de la porte. Les sections sont intérieurement renforcées pour assurer une parfaite fixation aux charnières. La section de fond est dotée d'un renforcement supplémentaire et est pourvue d'un profilé d'étanchéité en néoprène avec lèvre. La section supérieure s'ajuste au linteau par un joint en caoutchouc.

### Mécanisme d'ouverture

- Les sections sont guidées verticalement dans un système de rails horizontaux au moyen de galets de roulement à billes en matière synthétique sur des porte-roulettes ajustables. Des butoirs à ressort sont montés aux extrémités des rails de guidage horizontaux.
  - Conformément au cahier spécial des charges la porte est maintenue en équilibre lors de son ouverture, par:
    - des ressorts à torsion autour d'un axe métallique sur roulements à billes, rouleaux de câbles et câbles de charge latéraux.
- ou**
- des doubles ressorts à traction placés latéralement.
  - Le mécanisme de la porte est en outre pourvu d'une protection anti-chute activée sur le panneau inférieur et d'une protection contre la rupture des ressorts montée à l'extrémité de chaque ressort à torsion, qui bloque la porte. Les mécanismes sont conformes aux exigences de sécurité indiquées dans la norme produit [NBN EN 13241-1+A1] . Cette conformité est indiquée dans le marquage CE du produit.

### Serrures - Poignées

- La quincaillerie de la porte se compose d'un système de verrouillage adapté avec cylindre profilé.
- Les poignées de la porte sont en Nylon ou en aluminium de conception contemporaine.
- L'éventuel portillon d'accès est équipé d'un ferme-porte automatique. Lorsque le portillon n'est pas fermé, il doit être impossible de manœuvrer la porte électrique.

### DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE

#### - Matériau

[NBN EN 12433-1]

[NBN EN 12433-2]

### 41.31.2c Portes de garage à usage privé sectionnelles en acier

## 100.1 Travaux de manutention-préparation-réparation

### DESCRIPTIF

**Manutention** : le but sera de libérer les zones de travail. Cela comprendra soit du déplacement d'éléments mis en stock par un tiers, soit de l'évacuation d'encombrants sans mise en décharge. Le soumissionnaire prendra les précautions, communication/exécution pour que ce travail se réalise dans les meilleures conditions possibles pour les éléments déplacés.

**Préparation** : travail nécessaire pour dégager les éléments à réparer ou à remplacer. On entend par ce poste des petites démolitions ou démontages qui ne seraient pas compris dans d'autres postes.



**Réparation** : travail nécessaire pour le travail de réparation, de fixation, d'ajustement, de réglage, d'évacuation, de ragréage de chape ou toutes réparations nécessaires au bon fonctionnement dudit élément. Les fournitures liées à cette intervention font l'objet des poste 100.2\* et 100.3\*

Ce poste ne comprend aucune fourniture.

Une estimation des frais de fournitures liés auxdites prestations sera soumise à l'approbation préalable du fonctionnaire dirigeant.

CETTE PRESTATION SERA TOUJOURS DÉFINIE AVANT EXÉCUTION SUR BASE D'UNE PIÈCE JUSTIFICATIVE APPROUVÉE PAR LE MAÎTRE DE L'OUVRAGE !

LE PRIX DES REPARATIONS NE POURRA JAMAIS DEPASSER LE PRIX D'UN ELEMENT NEUF

## MESURAGE

Unité de mesure : à l'heure

Nature du marché : Quantité présumé (QP)

Code de mesurage : Pièce justificative

## 100.2 Forfait petit matériel

### DESCRIPTION

Ce poste comprend la fourniture du petit matériel nécessaire pour la bonne réalisation du poste 100.1.

### EXÉCUTION

Petit matériel nécessaire pour les réparations définies dans le poste 100.1, il s'agira essentiellement de pièces de rechange/remplacement, de cimentage, enduit plâtre, mortier, mousse PU résistant au feu, joints divers, etc. Lié à l'activité du présent cahier des charges.

## MESURAGE

Unité de mesure : Forfait (fft)

Nature du marché : Quantité présumée (QP)

Code de mesurage : Quantité nette

## 100.3 Forfait marchandise

### DESCRIPTION

Ce poste comprend la fourniture Matériel nécessaire pour la bonne réalisation du poste 100.1.

### EXÉCUTION

Matériel nécessaire pour les réparations définies dans le poste 100.1, il s'agira essentiellement de pièces de rechange/remplacement, Lié à l'activité du présent cahier des charges.

Une estimation des frais de fournitures liés aux prestations du poste 100.1 sera soumise à l'approbation préalable du fonctionnaire dirigeant.

**-L'adjudicataire justifiera obligatoirement les fournitures en joignant le rapport de prestation dûment complété.**

Les fournitures seront facturées au coût réel d'achat majoré d'un coefficient permettant de prendre en compte la marge bénéficiaire de l'entreprise, soit :

Montant facturé des fournitures = Montant réel d'achat + X %

Dans son offre, le soumissionnaire fixera le coefficient de majoration (exprimé en %) lui permettant de profiter d'une marge bénéficiaire sur ses fournitures.

L'adjudicataire justifiera obligatoirement le coût des fournitures en joignant les factures de ses fournisseurs ou tout autre document officiel permettant au Pouvoir adjudicateur d'opérer les vérifications d'usage.

**MESURAGE**

Unité de mesure : Forfait (fft)

Nature du marché : Quantité présumée (QP)

Code de mesurage : Pièce justificative

**110 NETTOYAGE****DESCRIPTIF**

Ce poste comprend le nettoyage complet avec les produits adéquats, nécessaire au bon fonctionnement du dit élément.

**110.1 Nettoyage de fin de chantier du logement****MESURAGE**

Unité de mesure : fft

Nature du marché : Quantité présumée (QP)

Code de mesurage : Forfait par logement

**DESCRIPTION**

Ce poste comprend le nettoyage dans les zones d'intervention de l'entreprise. Ce poste peut comprendre le nettoyage de tout (ou en partie) des éléments suivants :

- Nettoyage sol au moyen de produit détergent non agressif
- Nettoyage des fenêtres et châssis
- Nettoyage des menuiseries intérieures
- Dépoussiérage murs (y compris tablette, faïence murale) et plafonds
- Nettoyage des appareils sanitaires (WC, lavabo/lave-mains, baignoire, douche, meuble cuisine, évier de cuisine, récepteur à cloche)
- Nettoyage des appareils de ventilation (hotte, grilles d'évacuation d'air réglables)
- Nettoyage des radiateurs
- Dépoussiérage des locaux annexes (grenier, cave, garage) au chiffon humide et aspirateur

MO se réserve le droit de faire recommencer le travail s'il juge celui-ci insatisfaisant et ce sans supplément ou indemnité versée à l'entrepreneur.